

Le Ceta reçoit le feu vert du Parlement européen

■ L'accord économique et commercial entre l'UE et le Canada a été adopté avec une majorité claire, mais moins écrasante que prévu.

Véronique Leblanc
Correspondante à Strasbourg

François-Philippe Champagne... Le ministre du Commerce extérieur du Canada n'a peut-être jamais aussi bien porté son nom que ce 15 février, date de l'adoption par le Parlement européen de l'accord économique et commercial global (Ceta) entre son pays et l'Union européenne. On le sentait en effet d'humeur à faire sauter les bouchons lors de la conférence de presse qui s'est tenue à Strasbourg, après l'adoption du Ceta par 408 voix contre 254 et 33 abstentions. Une majorité claire, mais moins écrasante que prévu. Le PPE (droite et centre-droit) a voté "pour" – mais pas les Belges Claude Rolin (CDH) et le germanophone Pascal Arimont. L'ECR, les libéraux et les deux tiers des socialistes ont aussi validé un accord porteur, selon eux, d'opportunités pour les entreprises et les consommateurs. L'extrême gauche, l'extrême droite, les Verts et le tiers restant des socialistes (dont les délégations belge, française, une partie des Autri-

Ce vote permet l'application provisoire et partielle du texte dès avril prochain. Mais la messe n'est pas dite. Le Ceta doit encore être ratifié par chacun des Etats membres.

chiens, des Bulgares, des Allemands et des Britanniques l'ont rejeté, essentiellement au nom de la protection des normes sociales et environnementales, des risques pour l'élevage européen et d'un potentiel blanc-seing aux multinationales.

Malmström table sur des résultats rapides, pour rassurer

Les débats précédant le vote ont été animés, chacun des camps restant ferme sur ses positions. Aux portes du Parlement, des manifestants livraient un dernier baroud d'honneur autour d'un immense "cheval de Troie du libéralisme". Ils étaient quelque 700 (chiffres officiels) à clamer "Stop au Ceta" et, pour certains, à se coucher par terre en disant "voter oui c'est piétiner le peuple".

Ce vote du Parlement européen permet l'application provisoire du texte dès avril prochain mais la messe n'est pas dite pour autant. Le Ceta n'entrera pleinement en vigueur qu'une fois ratifié par chacun des Etats membres, ce qui requiert la validation de 38 parlements nationaux et régionaux compétents. La procédure sera longue : à titre d'exemple, il a fallu quatre ans pour que l'accord avec la Corée du Sud soit d'application dans sa totalité. Les opposants au Ceta entendent bien continuer le combat, a notamment averti Yannick Jadot, eurodéputé Vert, et candidat à la présidentielle française. La commissaire au Commerce Cecilia Malmström table quant à elle sur de bons résultats durant la phase d'entame pour rassurer les esprits et permettre à ce traité qu'elle qualifie de "gagnant-gagnant" de prendre son envol définitif.

Quant à Monsieur Champagne, il promet d'aller visiter les trois premiers pays qui ratifieront le texte (la Lettonie devrait le faire dès la semaine prochaine) et qualifie ce 15 février de "journée historique". "Le monde attendait que l'Europe et le Canada se prononcent d'une voix ferme pour le libre-échange", a-t-il dit. Pas sûr que ces propos calment un débat très loin d'être clos.